Les ravages du «talafisme»

J'adhère sans hésitation aucune à l'idée de «talafisme» (de talaf, «égarement» en arabe) que développe l'imam de Bordeaux, Tareq Oubrou, pour qualifier «le wahhabisme littéraliste, déguisé en hanbalisme et en salafisme pour mieux passer auprès des musulmans».(*)

Cette doctrine est coupable à ses yeux de «créer une rupture visible entre les musulmans et leur société occidentale, après avoir déjà provoqué des fissures dans les sociétés musulmanes d'origine», en plus de «créer aussi une logique binaire dangereuse à travers une double opposition : celle entre les musulmans et les non-musulmans d'un côté ; celle entre les vrais musulmans et les mauvais musulmans, pour ne pas dire les apostats, de l'autre».

Sans le faire exprès, Tareq Oubrou précède de peu les conclusions d'une conférence de dignitaires religieux tenue à Grozny en Tchétchénie (Fédération de Russie) les 25 et 26 août dernier pour redéfinir «Qui sont les Ahl al-Sunnah wal-Jama'a ?» (c'est-à-dire les sunnites).

Plus de deux cents savants religieux de diverses écoles de pensée sunnite ont participé à la conférence. L'événement a défrayé la chronique par la présence d'Ali Gomaa, l'ancien grand mufti d'Al-Azhar, l'Université islamique du Caire.

Les conclusions de la conférence englobaient toutes les écoles apparentées aux sunnites, à l'exception des salafistes et, par extension, des wahhabites, le groupe religieux dominant de l'Arabie Saoudite qui relève de ce courant.

La déclaration finale critiquait implicitement l'Arabie salafiste pour sa violence sectaire et son intolérance religieuse puisqu'elle exclut les groupes sunnites qui ne sont pas en conformité avec le «salafisme d'Etat» qu'elle promeut.

Ce «salafisme d'Etat» est, aujourd'hui, en guerre pour un leadership dans une région qui s'apparente à une poudrière. Il œuvre dans le prolongement de la doctrine Obama du «leading from behind» préconisant de sous-traiter à vil prix l'hégémonisme impérialiste dans la région.

C'est cette quête de puissance et d'influence que Hala Al-Dosari, analyste saoudienne et chercheuse invitée à l'Arab Gulf Institute de Washington, passe au scanner dans une étude récente.(**)

Elle y expose les récentes mesures affectant les institutions religieuses qui «ne sont cependant pas le signe d'une réforme d'envergure». Ainsi, a-t-il été décidé de «limiter l'autorité du Comité pour la promotion de la vertu et la prévention du vice (CPVPV) [dont relève la police religieuse qui patrouille dans les rues du royaume]. Désormais, les membres du Comité ne sont plus autorisés à poursuivre, arrêter ou interroger des suspects».

La décision vient «en réaction à des exactions flagrantes commises par des membres du CPVPV».

La décision «synchronisée avec la publication du Plan national de transformation 2020 (NTP), qui lui-même promeut la Vision 2030 pour l'Arabie Saoudite», souligne au trait rouge «un problème plus vaste : les tentatives du royaume de repenser et de réformer son identité islamique pour lui donner un contenu plus modéré et tolérant».

En réalité, toute réforme envisagée sur le terrain doctrinal n'est que poudre aux yeux destinée à rassurer les alliés occidentaux après le 11 septembre : «Le royaume a lancé une série de réformes entre 2003 et 2006. Elles comprenaient l'élaboration d'un programme de lutte contre le terrorisme dans le pays afin de cibler les extrémistes religieux ; la création d'un centre international de dialogue entre les religions, d'un centre de dialogue national, et d'un autre consacré à l'anti-terrorisme ; l'intégration, enfin, de savants religieux des trois autres écoles sunnites au sein du Conseil des Oulémas qui est dominé par l'école hanbalite.» Ce à quoi s'ajoute «un accord informel entre des hauts responsables américains et saoudiens pour réformer les manuels de formation religieuse en 2005» afin d'apprendre aux sujets de Sa Majesté que «seul le roi a le pouvoir de déclarer le djihad, sur la base de son rôle de gardien des Lieux Saints de l'islam (La Mecque et Médine)».

«Le roi y est qualifié de dirigeant légitime de l'Etat, et ceux qui défient ses ordres, en protestant ou en exprimant publiquement leur désaccord, sont considérés comme pécheurs.»

«Un ensemble de lois et de décrets ont été promulgués en 2014 pour protéger les prérogatives du roi et des dignitaires religieux suprêmes dans le domaine de la foi. Ainsi, par exemple, la loi antiterroriste du 31 janvier 2014 considère l'athéisme comme un acte de terreur. Quant au décret royal 44, publié le 3 février 2014, il criminalise l'affiliation religieuse à certains groupes tels que les Houthis et les Frères musulmans, tout comme à Al-Qaïda et à d'autres insurrections armées islamistes. Il fait de même pour la promotion d'«idéologies athées» et la diffusion de «doutes sur les principes fondamentaux de l'Islam».

«Les chiites sont qualifiés de «sanguinaires, de sectaires, d'ennemis de la sécurité et de la stabilité qui corrompent tout pays.»

C'est aujourd'hui au Yémen que semble se jouer le sort du royaume. Le plan initial saoudien visant à chasser les Houthis du sud du pays, installer un gouvernement croupion dirigé par Hadi, lui rallier les milices tribales et locales, avant d'éloigner les Houthis de Sanaâ, prend du plomb dans l'aile. Le plan a muté en carnage ; les attaques aériennes saoudiennes et les bombardements navals ont décimé les forces rebelles – occasionnant un nombre considérable de victimes civiles au passage — tandis qu'une fois que les rebelles retirés de Sanaâ, l'offensive saoudienne s'est effondrée et se trouve aujourd'hui dans une impasse.

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Les civils semblent être les principales victimes de la guerre aérienne. Selon les rapports de l'ONU, au moins 4 125 civils ont été tués et 7 200 autres blessés depuis le début de la campagne aérienne en mars 2015. Au mois d'août dernier, l'Unicef a signalé que 1 121 enfants avaient été tués et 1 650 blessés dans le conflit, dont beaucoup dans des frappes aériennes, bien avant l'attentat du 8 octobre contre un enterrement à Sanaâ qui a fait au moins 100 morts et des milliers de blessés (dont des enfants).

A. B.

(*) Tareq Oubrou, *Ce que vous ne savez pas sur l'islam*, Fayard, Paris février 2016, p. 22.

(**) Hala Al-Dosari, *Saudi Arabia's Struggle for Sunni Leadership, Carnegie Endowment for International Peace*, 7 septembre 2016

http://carnegieendowment.org/sada/64501

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble de l'équipe du *Soir d'Algérie* ont appris le décès de leur ami

Lotfi Boumghar

En cette pénible circonstance, ils présentent à la famille du défunt leurs condoléances les plus attristées et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu le Tout-Puissant accueille le défunt en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Un grand parti rassembleur, quoi qu'on en dise !

A l'issue de leur tête-à-tête, il s'est montré formel sur l'état de santé de son interlocuteur. Lakhdar Brahimi…

… va beaucoup mieux, selon Boutef' !

L'idée, ça serait que tous les redresseurs se regroupent ! Oui ! Tous ! Ceux du FLN. Ceux du RND. Ceux du MSP. Ceux du parti de Djaballah dont je ne me souviens même plus de la dénomination, tellement il en a «dirigé» avant de se les faire chiper. Une fois ainsi rassemblés, les redresseurs créeraient… leur parti. Absolument ! Leur propre parti. Bon d'accord, je biffe le mot «propre» dès lors qu'un tel assemblage de redresseurs au mètre carré incite à la plus grande prudence en matière d'hygiène politique, et parfois même mentale. Mais l'idée est là ! Un grand parti national constitué uniquement de redresseurs pur jus. Pire jus ! Beaucoup d'avantages à cette formule. D'abord, éviter que les redresseurs exclus de leurs partis ne hantent les couloirs, ne déambulent sans fin dans les ruelles et dédales de la République. Ensuite, les membres de cette formation new-look pourraient, d'emblée, se prévaloir d'un socle commun, une matrice partagée par tous, une sorte d'ADN, celle du redressement atavique, génétiquement inscrit en eux. Et puis enfin, ils pourront également revendiquer sans risque de se voir démentis ou contredits une cohérence programmatique certaine. Eh oui ! En allant le matin au siège national du PNR, le Parti National Redresseurs, les membres du bureau politique de cette formation n'auront aucune mauvaise surprise. Ils savent qu'au cours de leur réunion, un mouvement interne de redressement peut subitement-tout-à-coup-soudain se manifester. Normal ! Restera juste à régler une question. Pas grand-chose. Un détail, bark : où iront les mecs et les nanas du PNR qui auront été… redressés ? Un Parti National Redresseurs Bis ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.